



Révision du Plan Local d'Urbanisme du Val

1.6 RESUME NON TECHNIQUE



Arrêté le 27/10/2023

Approuvé le 24/07/2024

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	3
ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	4
Milieu Physique.....	4
Biodiversité.....	4
Ressources	5
Pollutions et nuisances	6
Risques majeurs	8
Les enjeux identifiés pour le PLU.....	9
UN PROJET COMMUNAL PRESENTE DANS LE PADD	10
DES INCIDENCES GLOBALEMENT POSITIVES	11
Une plus-value environnementale globale du PADD	11
Une amélioration de la préservation de l'environnement dans le Règlement	12
Analyse des secteurs susceptibles d'être impactés par le projet du PLU	13
Analyse des orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	15
Des sites Natura 2000 préservés	18
UN DISPOSITIF DE SUIVI	20
Les différents types d'indicateurs de suivi	20
Proposition d'indicateurs.....	20

PREAMBULE

Le PLU fixe les possibilités et les modalités d'aménagement et notamment de constructibilité sur son territoire pour les quinze années à venir. Conformément au décret no 2005-6008 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement, l'élaboration du PLU du Val fait l'objet d'une évaluation environnementale dont le contenu est conforme à l'article R.151-19 du Code de l'urbanisme.

Les incidences du projet de PLU sont mesurées dans le cadre de l'évaluation environnementale, réalisée en continu, tout au long du processus d'élaboration du document. Cette évaluation a permis d'éclairer quelques choix et d'intégrer dans les documents de projet (PADD, règlement, OAP) des mesures pour éviter, réduire ou compenser les impacts sur l'environnement.

ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

L'État initial de l'environnement (EIE) est la première étape qui constitue l'évaluation environnementale. Il s'agit d'une photographie à l'instant t=0 des forces, des faiblesses et des tendances concernant les grandes thématiques environnementales du territoire communal. Cet état initial a permis de mettre en avant les grands enjeux environnementaux hiérarchisés susceptibles d'avoir des interactions avec la mise en œuvre du PLU révisé.

Les principales sensibilités sont présentées dans les grilles ci-dessous.

Milieu Physique

Légende					
+	Atout pour le territoire	↗	La situation initiale va se poursuivre	Couleur verte	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	↘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Couleur rouge	Les perspectives d'évolution sont négatives
Situation actuelle			Perspectives d'évolution		
+	Des paysages riches et diversifiés entre collines, forêts, plateaux, moyennes montagnes, étendues de garrigues et cours d'eau (Ribeirotte et lacs).	?	L'étalement urbain et le mitage pourraient menacer les paysages.		
+	La commune est protégée par deux immeubles inscrits au titre de monuments historiques	↗	Les protections existantes devraient perdurer et permettre de préserver ce patrimoine.		
+	Un patrimoine bâti riche recensé	↗			
+	Plusieurs sites archéologiques recensés	↗			

Biodiversité

Légende					
+	Atout pour le territoire	↗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives	
-	Faiblesse pour le territoire	↘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives	
Situation actuelle			Perspectives d'évolution		
-	Peu de périmètre d'inventaires et de protection : la commune est seulement concernée par une ZNIEFF, un ENS, des EBC et un site Natura 2000.	↗	L'urbanisation, l'agriculture, la sylviculture... peuvent potentiellement menacer les habitats naturels et les espèces présentes sur la commune du fait du manque de protection sur ces milieux à enjeux. Fragilisation des écosystèmes sensibles par la rapidité des évolutions climatiques (notamment pour les espèces d'altitude). Évolution des aires de répartition des espèces actuelles.		
+	Malgré des habitats agro-naturels bien représentés sur la commune, notamment au niveau des masses et des reliefs boisés.	↗	La commune est consciente des enjeux écologiques présents sur la commune et des éléments de protection sont pris dans le PLU actuel (EBC, zonage N...). Les documents de planification à venir tiendront compte de ces mesures.		

Légende				
+	Atout pour le territoire	↗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	↘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Diversité faunistique et floristique importante sur la commune. Présence de plusieurs espèces protégées.	↗		
+	Réseau bocager plutôt bien préservé au niveau de la plaine agricole.	?	<p>L'intensification des pratiques peut potentiellement réduire ce réseau bocager.</p> <p>Des mesures peuvent être mises en place pour entretenir et renforcer ce maillage bocager.</p> <p>Certaines zones agricoles peuvent accueillir une faune et une flore spécifiques, notamment si la trame bocagère est maintenue.</p>	
-	Peu de zones humides sont présentes sur la commune. Quelques cours d'eau fonctionnels d'un point de vue écologique sont présents comme la Ribeirotte.	↗	<p>La zone humide du Carnier n'est pas identifiée au titre du L.151-23 du code de l'Urbanisme, car cette zone humide est destinée à être aménagée dans le cadre du PAPI de l'Argens.</p> <p>Les documents de planification permettront de protéger ces cours d'eau et leur ripisylve (EBC, L151-23...).</p>	
+	Des continuités écologiques fonctionnelles et à préserver. Plusieurs cœurs de nature et axes de déplacement identifiés sur la commune.	↗	<p>Certains de ces cœurs de nature et axes de déplacement sont identifiés à l'échelle du SRCE, du SCoT et présentent donc des enjeux de conservation.</p> <p>Les documents de planification permettront de protéger ces éléments participant aux continuités écologiques du territoire (EBC, L151-23...).</p>	
-	Néanmoins, le mitage et les activités agricoles impliquent une forte pression sur ces continuités écologiques.	↗	<p>Le développement du territoire est susceptible de dégrader davantage ces fonctionnalités.</p> <p>Augmentation des pressions anthropiques du territoire avec notamment l'urbanisation.</p>	

Ressources

Légende				
+	Atout pour le territoire	↗	La situation initiale va se poursuivre	Couleur verte Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	↘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Couleur rouge Les perspectives d'évolution sont négatives
Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Un territoire communal dominé par les espaces naturels...	↗	<p>Les évolutions réglementaires (ZAN, SRADDET) devraient induire une réduction de la consommation d'espace.</p>	
-	...mais une consommation d'une centaine d'hectares d'espaces agricoles			

-	Le CEREMA estime une consommation d'espace s'élevant à 19,5 ha entre 2011 et 2019, dont la majorité pour de l'habitat.		
+	La Ribeirotte en bon état chimique...	?	Entre 2013 et 2019, l'état écologique de la Ribeirotte s'est dégradé.
-	... mais en état écologique médiocre	?	Le changement climatique pourrait impacter les eaux (sécheresse, etc.) ainsi que l'utilisation des pesticides pour lutter contre de nouveaux ravageurs.
+	Des eaux souterraines en bon état chimique et quantitatif	?	L'intensification agricole pourrait augmenter les besoins d'irrigation. Les actions du SDAGE visent l'amélioration de l'état des masses d'eau supérieures et souterraines
+	Une eau potable distribuée de bonne qualité...	↗	Les actions du délégataire devraient maintenir de bons indicateurs.
-	... mais un rendement inférieur à la valeur à atteindre	↗	Le rendement est en baisse depuis 2016.
-	Une consommation d'eau potable assez élevée (en 2020, 63 m³ d'eau par habitant desservis et 142 m³ d'eau par abonné par rapport à 47 m³ d'eau par habitant desservis et 133 m³ par abonné).	↗	Des travaux sont en cours (forage Notre-Dame). Le changement climatique pourrait impacter la disponibilité et la qualité de la ressource. La population croît.
+	La consommation énergétique par habitant (13 MWh/hab/an) est en dessous des moyennes départementale (23,2 MWh/hab/an) et régionale (27,84 MWh/hab/an).	↗	Les consommations diminuent légèrement, mais la population augmente. Le changement climatique pourrait augmenter les besoins en climatisation, et réduire ceux de chauffage. Les actions du SRADDET visent à réduire les consommations.
+	Le territoire produit 18 518 MWh d'ENR en 2019, ce qui représente 33% de sa consommation d'énergie finale contre 10% au niveau départemental 10% et 17% au niveau régional.	↗	La production augmente fortement depuis 2018. Cette augmentation devrait se poursuivre grâce à la centrale solaire de la commune.
+	Un bassin à l'équilibre en matière de ressources minérales	↗	Le SRC est en cours d'élaboration, il ne prévoit pas de déséquilibre pour le territoire du SCoT en 2032. Le développement de la commune pourrait nécessiter des matériaux.

Pollutions et nuisances

Légende

+	Atout pour le territoire	↗	La situation initiale va se poursuivre	Couleur verte	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	↘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Couleur rouge	Les perspectives d'évolution sont négatives
Situation actuelle		Perspectives d'évolution			
+	Un système d'assainissement conforme et de capacité globalement suffisante.	↗	<p>La population augmente.</p> <p>Le changement climatique pourrait impacter la capacité de dilution en diminuant l'eau disponible.</p> <p>Les actions de la CAPV devraient permettre de continuer d'assurer la conformité du traitement.</p>		
-	Mais une charge hydraulique dépassée 19 jours en 2021	↗	<p>Ce dépassement ne concernait que 10 jours en 2020.</p> <p>Le changement climatique pourrait engendrer une augmentation des événements extrêmes, comme les pluies diluviennes qui pourront induire une surcharge de la STEP.</p>		
-	Un réseau d'eaux pluviales non adapté aux événements torrentiels et dont l'état est plutôt vétuste	↗	<p>Le diagnostic du réseau en l'état actuel montre un réseau hétérogène et qui peut être ponctuellement défaillant.</p> <p>Le SDGEP propose des orientations et des solutions techniquement et économiquement réalisables pour la commune afin d'améliorer l'état et la performance du réseau.</p>		
+	Des émissions de GES faibles, dominées par le résidentiel et le tertiaire	↗	<p>Tendance des émissions à la baisse sur la période 2007-2019 (-16.4%) pour tous les secteurs.</p> <p>Sauf le secteur tertiaire pour lequel on constate une augmentation d'environ 20% sur cette période.</p> <p>Les émissions du secteur des transports routiers qui représente plus de 60% des émissions du territoire n'ont diminué que de -4% sur cette période.</p> <p>Les actions du SRADDET visent à réduire les émissions.</p>		
+	Un territoire puits de carbone	?	<p>Le changement climatique pourrait limiter l'absorption de CO₂ par les arbres.</p> <p>Sur la commune de Le Val, progression de la surface de territoire artificialisée (+2%) entre 2012 et 2018 au détriment des espaces agricoles</p>		
+	Une qualité de l'air qui s'améliore	?	<p>Amélioration de la qualité de l'air sur la période 2007-2019 avec une diminution des émissions pour tous les polluants atmosphériques.</p>		
-	Des émissions de particules élevées, par rapport aux moyennes départementales et régionales	?	<p>Les actions du SRADDET visent à réduire les émissions.</p> <p>L'essor des mobilités électriques, moins bruyantes, associé aux normes de bâti (meilleure isolation acoustique) devrait permettre de réduire l'exposition des populations.</p> <p>Le changement climatique pourrait accentuer la pollution à l'ozone.</p>		
+	Un territoire peu impacté par les nuisances sonores	↗	<p>L'essor des mobilités électriques, moins bruyantes, associé aux normes de bâti (meilleure isolation acoustique) devrait permettre de réduire les bruits émis.</p>		
-	À l'exception des RD22, RD554 et RD562	↘			

-	Une forte production de déchets à l'échelle de l'EPCI, supérieure aux 2 autres EPCI sur les 10 dernières années.	?	Les actions mises en place par le SIVED participent à la réduction d'OMR chaque année et permettent de tendre ainsi vers une homogénéisation de production d'OMR par habitant sur l'ensemble des 3 EPCI.
+	De nombreuses actions sont mises en place par le SIVED. La stratégie développée par le SIVED NG permet d'obtenir des résultats très encourageants qui vont concourir à l'atteinte des objectifs réglementaires.	↗	Le SIVED NG a adopté en 2019 son Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour une durée de six ans.
+	Aucun site pollué à Le Val	↗	
-	2 sites BASIAS et une ICPE, pouvant représenter une source de pollution	?	

Risques majeurs

Légende					
+	Atout pour le territoire	↗	La situation initiale va se poursuivre	Couleur verte	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	↘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Couleur rouge	Les perspectives d'évolution sont négatives
Situation actuelle			Perspectives d'évolution		
-	Fort risque d'inondation (dû aux crues torrentielles et du réseau d'eaux pluviales vétuste)	?	La mise en œuvre du SRADDET, du PGRI, du SDAGE, du TRI devrait également permettre de réduire la vulnérabilité du territoire à ce risque. Le changement climatique va augmenter la fréquence et la gravité des inondations.		
-	Pas de Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI) sur la commune...	?			
+	...Mais des études et actions menées sur le territoire communal (PAPI, ZEC, étude de l'aléa inondation sur la Ribeirotte, SDGEP)	↗			
-	Risque feux de forêt prégnant (plus de 70 % du territoire couvert par des espaces naturels potentiellement combustibles)	↗	Le nombre de départ de feux de forêt et la surface parcourue pour ces derniers sont en diminution depuis les années 80. L'obligation légale de débroussaillage permet de maîtriser le risque d'incendie. Le changement climatique est susceptible d'augmenter la fréquence des éléments extrêmes telles les sécheresses.		

-	Autres risques naturels (mouvements de terrain, sismiques).	↗	Le changement climatique est susceptible d'augmenter la fréquence des éléments extrêmes tels que les pluies diluviennes, les tempêtes, les sécheresses.
+	La commune propose plusieurs mesures préventives afin de réduire la vulnérabilité du territoire aux risques naturels	↗	La mise en œuvre du SRADDET devrait permettre de réduire la vulnérabilité du territoire à ces risques.
-	Des risques technologiques recensés (une ICPE soumise à autorisation et risque de canalisation de transport de matières dangereuses en marge des zones urbanisées).	↗	Aucun accident grave lié au transport de matières dangereuses n'a été enregistré sur le territoire ces dernières années.
-	L'ICPE soumise à autorisation se situe en zone d'aléa fort de retrait gonflement des argiles.	↘	Le changement climatique est susceptible d'avoir un impact sur cet ICPE via l'augmentation de la fréquence des éléments extrêmes.

Les enjeux identifiés pour le PLU

Pour rappel, l'EIE a identifié un total de 7 enjeux qui ont été hiérarchisés selon leur importance de la manière suivante :

Types d'enjeux
Enjeu 1 : Lutter contre l'étalement urbain et préserver les espaces agricoles
Enjeu 2 : Aborder de manière transversale la question de l'adaptation au changement climatique
Enjeu 3 : Adéquation entre le projet démographique et : <ul style="list-style-type: none"> • Ressource en eau (capacité de la ressource /diversification /réseau) • Assainissement (capacité de la STEP et réseau). Protection de la ressource en eau : <ul style="list-style-type: none"> • Liée à l'alimentation en eau potable (souterraine) • Superficielle (cours d'eau, zones humides...)
Enjeu 4 : Sismicité Prise en compte des risques de mouvements de terrain Prise en compte les risques inondation par ruissellement et par débordement des cours d'eau Prendre en compte le risque feu de forêt Transport de matières dangereuses
Enjeu 5 : Nuisances sonores : principalement voies routières Préservation de l'environnement nocturne Champs électromagnétiques Limiter les risques de pollutions
Enjeu 6 : Identification et préservation du patrimoine de la commune (architectural, historique, archéologique...)
Enjeu 7 : Maintenir des équilibres paysagers fragiles entre bâti, agriculture et paysages naturels boisés
Enjeu 8 : Préservation de la biodiversité et mise en œuvre des mesures permettant de ne pas fragiliser le fonctionnement écologique actuel. Prendre en compte les enjeux de préservation de la fonctionnalité du site Natura 2000

UN PROJET COMMUNAL PRESENTE DANS LE PADD

Le PADD présente **6 grandes orientations, découpées en 84 orientations générales** :

- **1 - Composer le village de demain, solidaire, intergénérationnel**
- **2 - Assurer la continuité paysagère entre les espaces naturels et urbanisés**
- **3 - Développer Le Val en respectant les cycles de l'eau**
- **4 - Repenser une mobilité sobre en énergie et au service du territoire**
- **5 - Encourager une agriculture adaptée au territoire, au service des habitants et respectueuse de la qualité de vie**
- **6 - Participer pleinement aux défis de la transition énergétique et climatique**

Le projet urbain a pour objectif de renforcer le positionnement du Val comme centralité rurale du territoire Provence Verte Verdon, en l'inscrivant dans une démarche responsable et en intégrant les enjeux des changements climatiques. Le PADD acte la nécessité de favoriser le développement dans le centre, afin de mieux intégrer les activités dans leur environnement.

Le projet environnemental et paysager a pour objectif la valorisation du cadre de vie et la composition d'un village intergénérationnel. Cela passe par une valorisation des formes urbaines et la redynamisation du centre-village. Le PADD vise à maîtriser la croissance démographique et optimiser les capacités d'accueil du Val en créant des logements accessibles.

La maîtrise de l'urbanisation permettra ainsi de préserver la continuité naturelle entre les espaces naturels.

Par ailleurs, repenser une mobilité sobre en énergie et au service du territoire, permettra de réduire la dépendance à la voiture individuelle.

Le projet insiste également sur l'anticipation et la prise en compte des risques climatiques sur la commune. Il est ainsi affiché de « tenir compte de l'évolution climatique et d'intégrer les principes d'un urbanisme anticipatif, intégré et durable ».

Par ailleurs, le PADD acte une croissance démographique de 250 nouveaux habitants dans les 10 prochaines années ; ainsi il prévoit la création de nouveaux logements dont 20% de logements sociaux pour accueillir cette nouvelle population. Il inscrit l'objectif de modération de la consommation d'espace à environ -50 % par rapport à la période de référence 2010-2019.

DES INCIDENCES GLOBALEMENT POSITIVES

UNE PLUS-VALUE ENVIRONNEMENTALE GLOBALE DU PADD

L'analyse des incidences s'est attachée à préciser les effets attendus du PLU sur l'ensemble des enjeux identifiés dans l'EIE. Globalement, le PADD apporte une plus-value environnementale positive sur le territoire communal comme le montre le graphique ci-dessous, synthétisant la plus-value apportée par le Projet d'Aménagement et de Développement Durable aux enjeux thématiques.

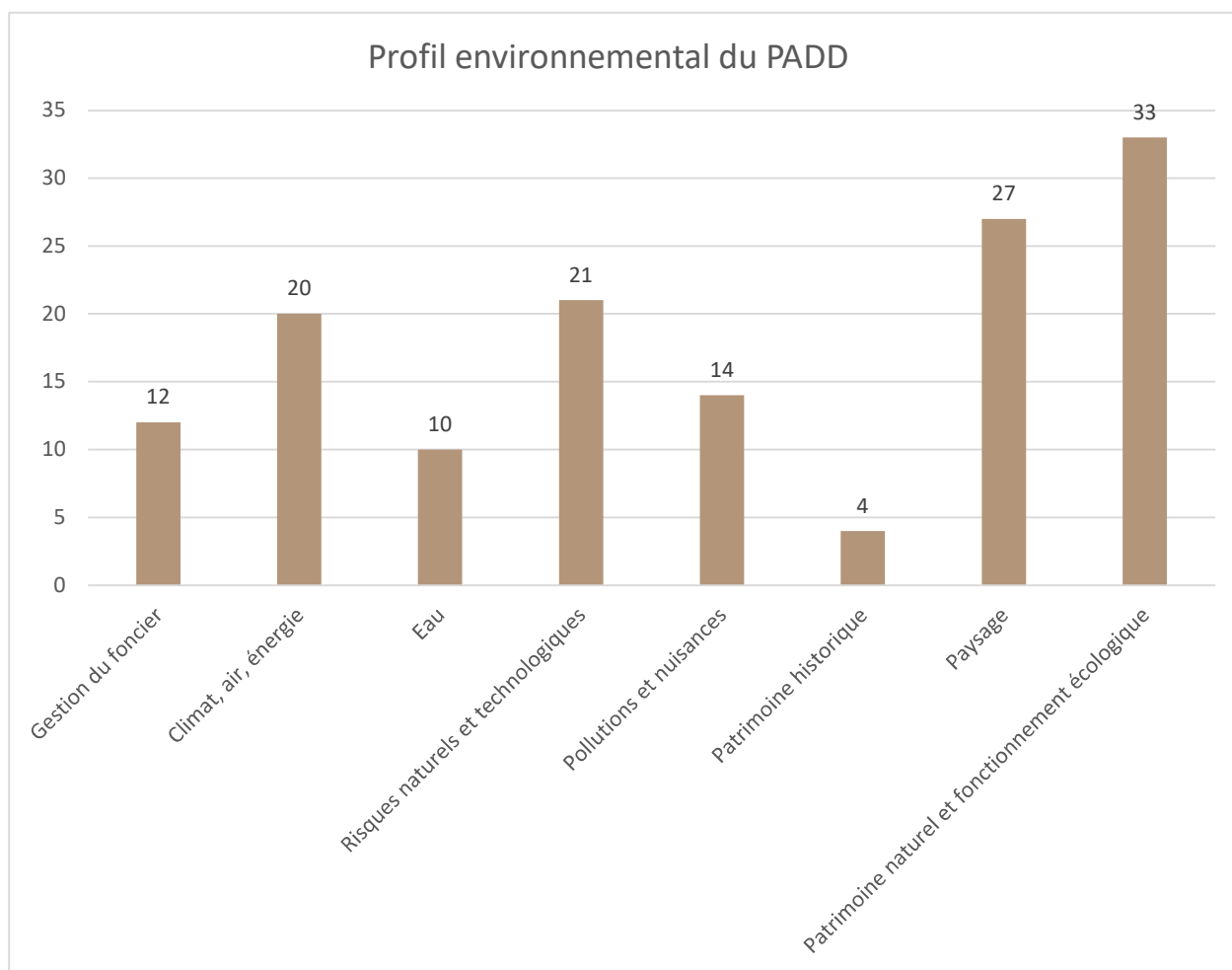


Figure 1 : profil environnemental du PADD

Globalement, le PADD répond avec une meilleure efficacité aux enjeux thématiques « Patrimoine et fonctionnement écologique », « Paysage », « Risques naturels et technologiques » et « Climat, air, énergie ».

Les enjeux « Patrimoine historique », « eau » obtiennent des scores plus faibles du fait des orientations très spécifiques liées à ces thématiques et répondant peu aux autres thématiques environnementales.

Le PADD représente une plus-value environnementale importante et apporte des réponses concrètes pour une majorité d'enjeux environnementaux propres à la commune du Val.

Le PADD prévoit également une réduction de 50% de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers par rapport à la période de référence et privilégie la densification et le renouvellement urbain.

L'augmentation de population prévue aura un impact sur la ressource en eau et les consommations d'énergie, les émissions de GES et polluants liés au résidentiel ou au transport notamment. Ceci aura également un impact sur la consommation de ressources minérales.

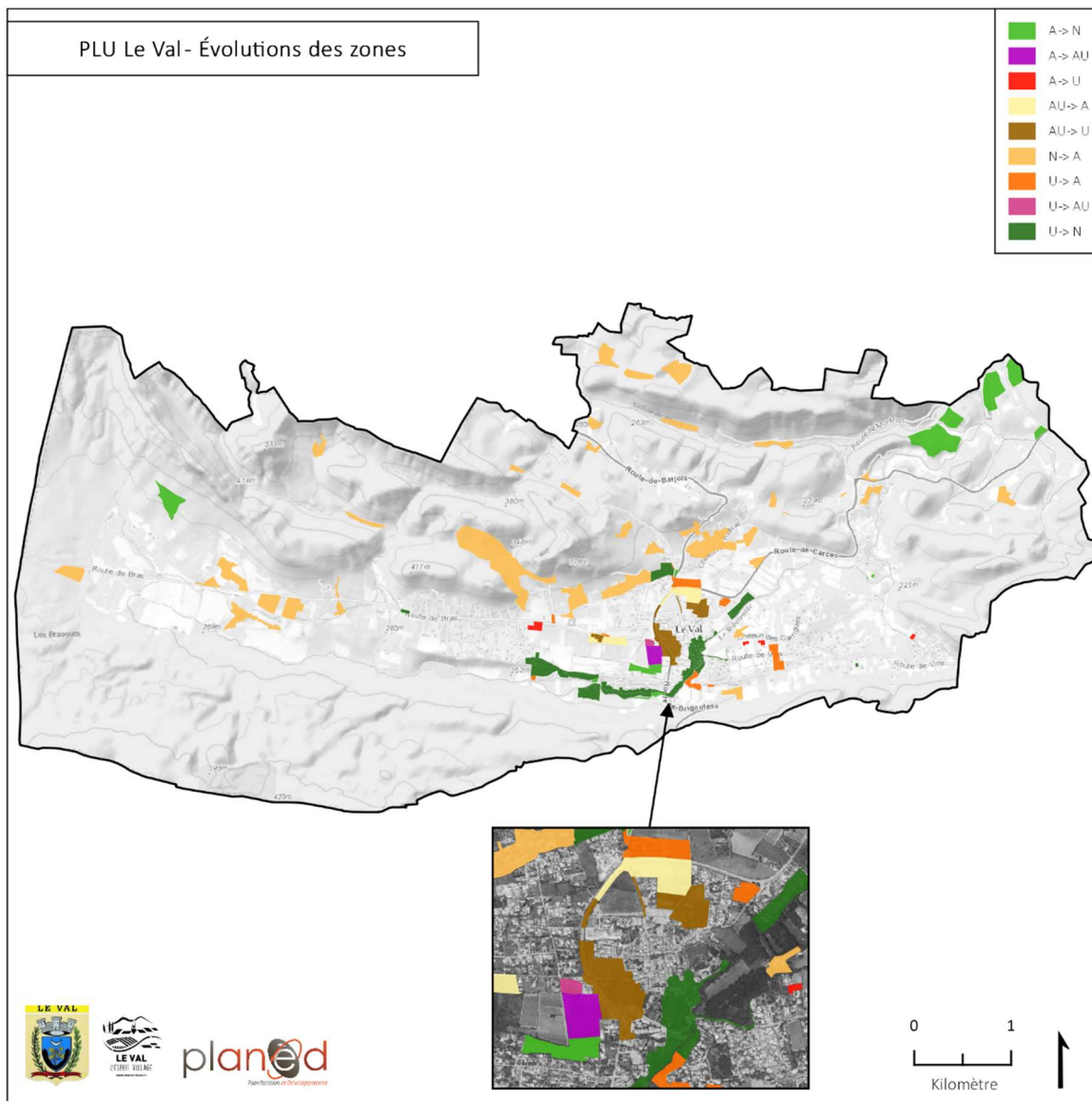
UNE AMELIORATION DE LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE REGLEMENT

- Globalement, le passage du PLU en vigueur au PLU 2023 représente une plus-value environnementale puisqu'il en résulte une augmentation des espaces à vocations agricoles et naturels d'environ 37,7 hectares, réduisant ainsi d'autant les surfaces artificialisables. On passe d'une part « artificialisable » du territoire de 6,79 hectares dans le PLU en vigueur à 2,95 hectares dans le PLU 2023. L'évolution a permis ainsi de réduire cette part de 56 %.
- Le tableau ci-dessous présente les superficies du zonage du PLU en vigueur et du PLU évalué dans le présent document, selon des catégories simplifiées du zonage et des règlements associés.

Tableau 1 : évolution du zonage pour arrêt

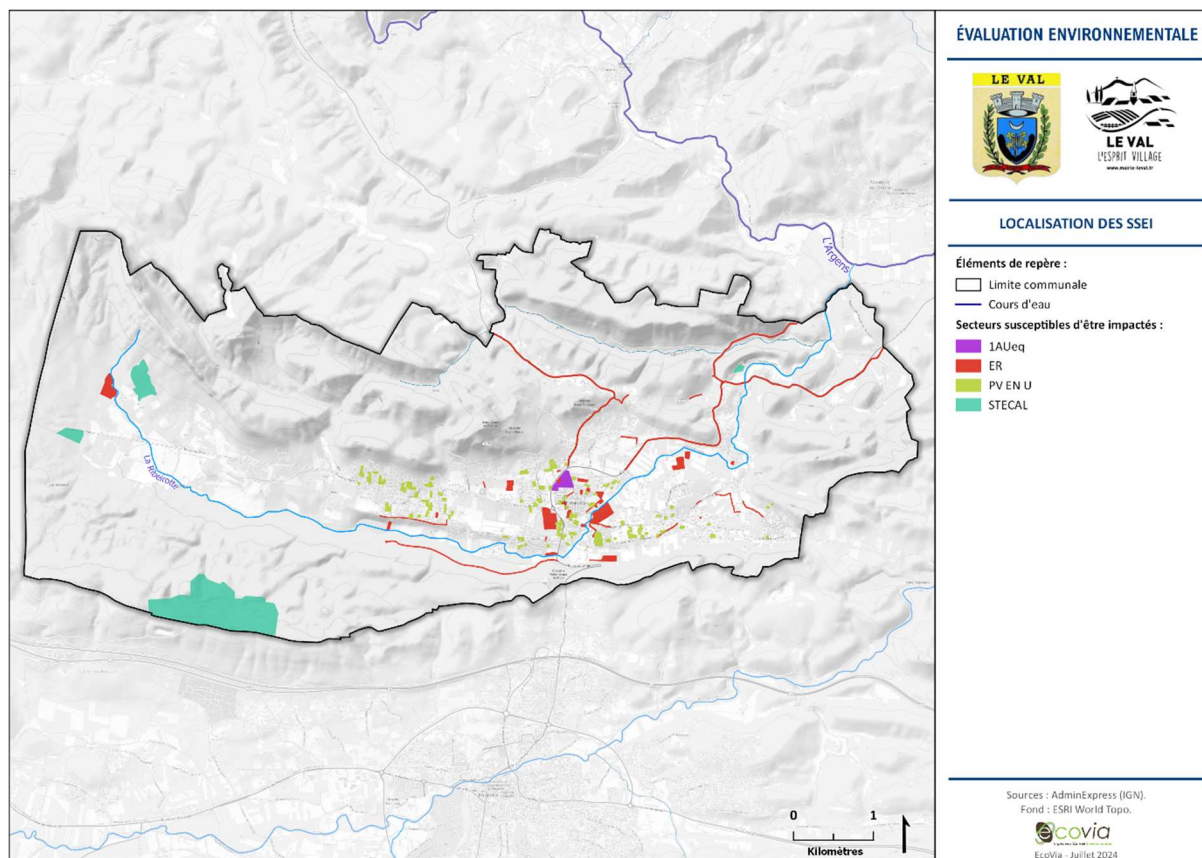
		Zonage pour approbation			
		N	A	AU	U
Zonage en vigueur	N		101,76		
	A	32,61		2,95	1,77
	AU		6,79		10,73
	U	27,65	8,02	0,58	

Plus précisément, la révision du PLU a permis de reconquérir environ 44 ha de zones agricoles ou naturelles, et environ 6 ha d'anciennes zones A et N ont été reconverties en zones U ou AU.



ANALYSE DES SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS PAR LE PROJET DU PLU

Le PLU, à travers son règlement, permet des aménagements potentiels sur des secteurs non artificialisés. Ces secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) significativement et négativement par le PLU, qui offre la possibilité de détruire des milieux agricoles et naturels en les artificialisant comprennent également les emplacements réservés (ER), toutes occupations du sol confondues, qui peuvent faire l'objet de projets impactant significativement leur environnement.



Ces secteurs présentent des sensibilités environnementales distinctes. Chacun de ces secteurs a été croisé avec l'ensemble des enjeux environnementaux du territoire. Ce croisement permet une identification des secteurs sensibles associée à une analyse statistique qui permet d'identifier les incidences potentielles attendues à la suite de la mise en œuvre du PLU sur ces secteurs.

À l'issue de cette analyse, il s'avère que les principaux enjeux du territoire ont été particulièrement bien pris en compte dans le projet. Les principaux SSI à vocation urbaine ne croisent aucun enjeu structurant sans avoir pris des mesures d'évitement ou de réduction (diminution des zones AU, retrait de dossiers concernés par des aléas forts inondation, retrait des secteurs avec des enjeux écologiques avérés, intégration des aménagements nécessaires pour gérer le risque de ruissellement).

Au final, seuls quatre secteurs sont susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement :

- le projet de lycée agricole classé au zonage en « STECAL Aeq » situé en réservoir de biodiversité boisé sur la partie sud de la route de Bras,
- Le projet d'accueil du public autour du patrimoine archéologique, classé en STECAL At, qui ne permet qu'une constructibilité limitée, mais à vocation à accueillir du public, pouvant occasionner du dérangement et des nuisances,
- Le projet de cimetière paysager, emplacement réservé n°32, qui se situe en frange d'un massif arboré, classé en réservoir de biodiversité,
- Le projet de parc photovoltaïque localisé au sud du lac de Carnier.

ANALYSE DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

Le PLU prévoit 7 orientations d'aménagement et de programmation, qui ont été construites pour identifier au mieux les enjeux environnementaux de la commune.

Ces OAP ont ainsi été croisées avec différents critères environnementaux grâce à une analyse géomatique (analyse d'informations géolocalisées traitées par ordinateur) et un travail de prospection terrain réalisé par un expert naturaliste. Ce cadrage amont offre ainsi une aide à la décision et permet de réaliser une analyse précise des incidences de ces OAP sur l'environnement.

Cette démarche a permis de caractériser précisément les types d'habitats naturels et les sensibilités écologiques de chaque OAP proposée. Elles ont permis notamment d'intégrer des mesures d'évitement et de réduction dans le projet (atténuation). Les OAP intègrent donc les enjeux environnementaux propres aux secteurs d'implantation choisis.



Figure 2 : fonctionnement des orientations d'aménagement et de programmation

Mesures d'évitement et de réduction associées aux OAP

À la suite des prospections de terrain, des mesures d'évitement et de réduction ont été proposées dans le but de préciser le pré-cadrage environnemental et de corriger les secteurs à sensibilité environnementale forte n'ayant pu être identifiés de manière cartographique au préalable.

Ces mesures ont été proposées, lorsqu'il y avait lieu, dans le cadre de la réalisation des orientations d'aménagement et de programmation du PLU du Val (cf. schéma récapitulatif de la méthodologie globale des OAP ci-dessus).

Pour rappel, une mesure d'évitement correspond à une : « mesure qui modifie un projet ou une action d'un document de planification afin de supprimer un impact négatif identifié que ce projet ou cette action engendrerait ».

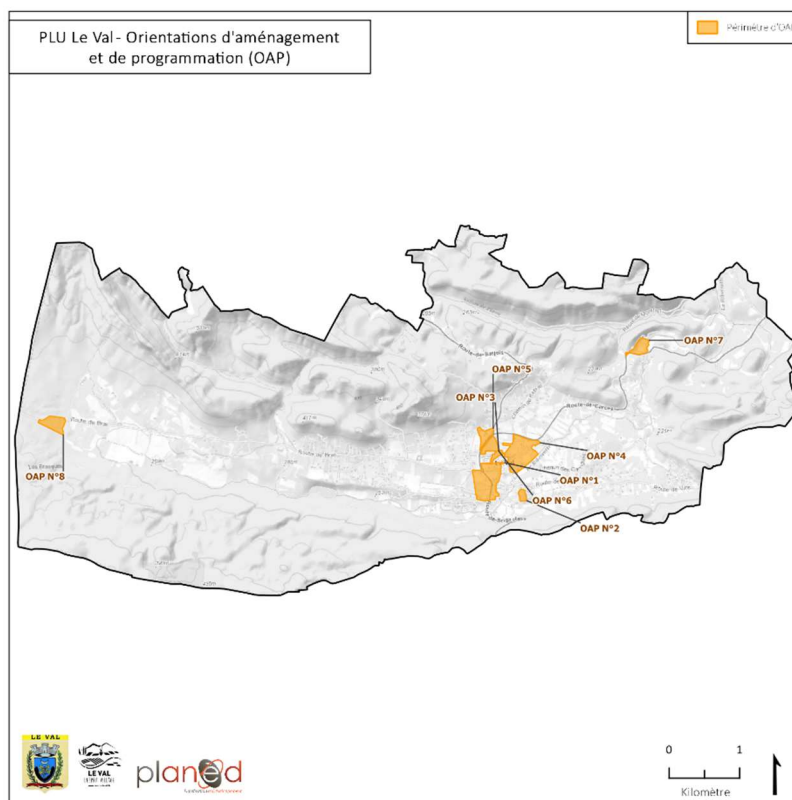
Au contraire, une mesure de réduction correspond à une : « Mesure définie après l'évitement et visant à réduire les impacts négatifs permanents ou temporaires d'un projet sur l'environnement, en phase chantier ou en phase exploitation. » (Source : Lignes directrices – MEDDE 2013)

Suite à ce processus itératif, des modifications ont été inscrites au sein du PLU : préservation de la zone humide sur l'OAP Jouberte (mesure d'évitement), préservation d'une zone boisée sur le secteur Peireguis (mesure de réduction), etc.

Synthèse des incidences des OAP sur l'environnement

Pour rappel, la commune du Val comprend 8 OAP sectorielles localisées :

Numéro d'OAP	Type d'OAP	Zonage du PLU
1/Jouberte	Équipements publics, habitat	1AUeq UA
2/Peireguis	Habitat	UB
3/Verdon	Habitat	UB
4/Roguière	Habitat	UA
5/Plan de Cartier	Économie	UE
6/Droits de l'Homme	Équipements publics	1AUeq
7/Cascade du Grand Baou	Tourisme	STECAL Nt1
8/ Pôle démonstrateur des transitions	Equipement	STECAL Aeq



Concernant l'OAP du Grand Baou, ce secteur présente des enjeux très forts du fait de la proximité de la Ribeirotte et de la présence du site Natura 2000. Néanmoins, l'OAP vise à cadrer et limiter le tourisme sur ce site et ainsi préserver les qualités écologiques et paysagères du site.

L'OAP Jouberte est localisée en entrée de ville et présente des enjeux relativement forts (entrée de ville, présence de zones humides/d'un ru, etc.). La démarche itérative et les phases de terrain ont permis de protéger les zones humides du secteur et limiter ainsi les incidences de ce projet sur l'environnement.

Les autres secteurs sont localisés au sein ou en continuité de l'enveloppe urbaine, limitant ainsi leur niveau d'enjeu. C'est le cas des OAP de Peireguis, du Verdon, de Roguère, de Plan de Cartier et de l'Avenue des Droits de l'Homme. Ces secteurs présentent des enjeux limités. De plus, la démarche itérative a permis de préserver la plupart des éléments à enjeux (zones humides, zones arborées...) et ainsi limiter les incidences de ces projets sur l'environnement.

Seules les OAP Peireguis et des Droits de l'Homme présentent quelques incidences négatives significatives malgré les nombreux échanges avec la commune. Pour l'OAP Peireguis, les incidences sont liées à la réduction de la zone boisée et donc une perte d'habitat et de la biodiversité associée. Cette zone boisée participe aux continuités écologiques et au maintien d'îlots de fraîcheur et de nature en ville. Pour l'OAP des Droits de l'Homme, les incidences négatives concernent la dégradation potentielle de la zone humide suite à la création de la voirie.

Ces incidences négatives restent néanmoins limitées. Plusieurs orientations/mesures permettent d'intégrer en partie ces enjeux (préservation d'une zone boisée sur Peireguis, préservation de la zone humide sur le secteur des Droits de l'Homme). Des mesures complémentaires sont proposées afin de réduire ces incidences.

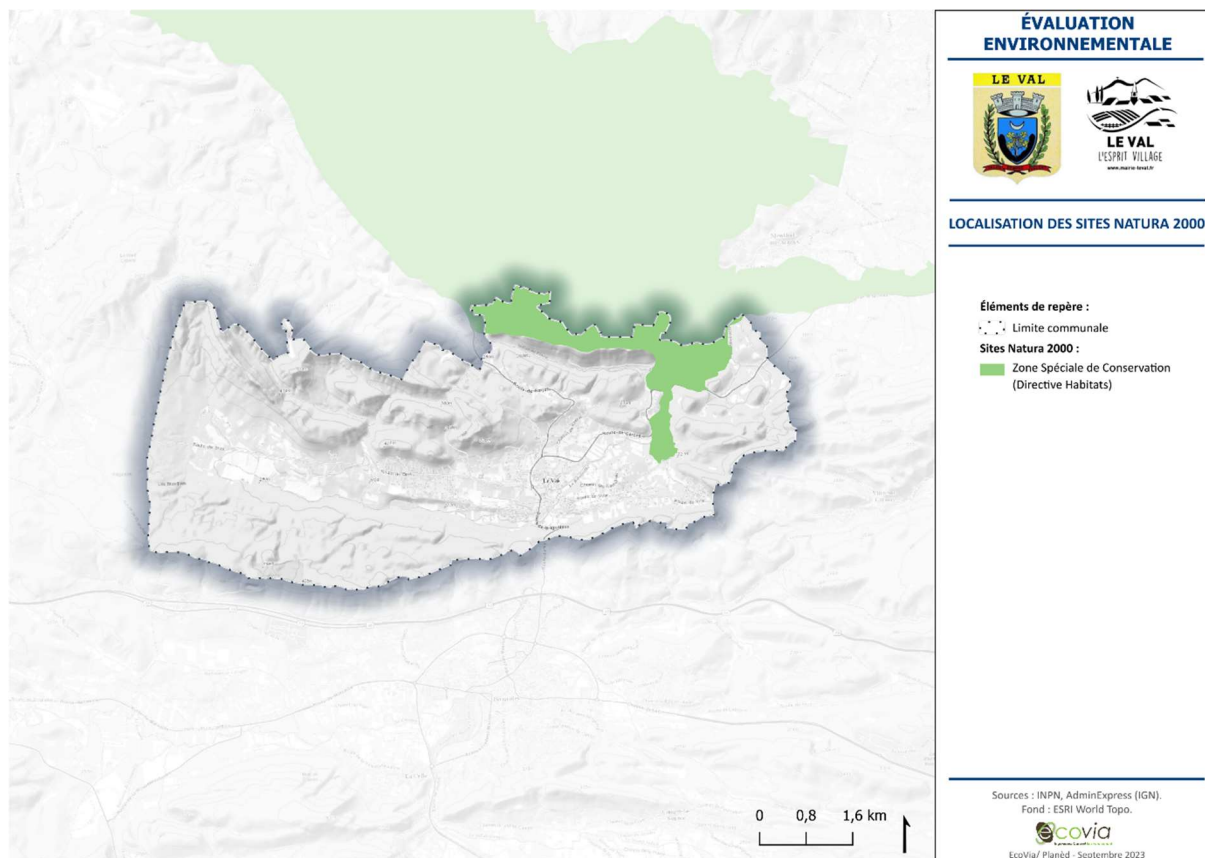
Dans l'ensemble, les orientations et mesures proposées permettent de réaliser des projets de qualité impliquant des incidences positives sur l'environnement, notamment concernant l'intégration paysagère, la prise en compte des risques, la proximité du centre urbain et l'intégration des enjeux liés à l'économie d'énergie (application de principes de bioclimatisme). La limitation de la consommation d'espace est également prise en compte au sein de ces OAP : de nombreux espaces agro-naturels seront préservés comme espaces paysagers/parcs, espaces de pleine terre végétalisés, zones humides...

DES SITES NATURA 2000 PRESERVES

La commune du Val est seulement concernée par un site Natura 2000 correspondant à la Zone Spéciale de Conservation (ZSC – Directive Habitats) du Val d'Argens.

Tableau 2 : Les sites Natura 2000 sur la commune du Val

Nom site	ZSC « Val d'Argens »
Code	FR9301626
Directive	Habitat
Surface (ha) totale	12 219
Surface sur Le Val (pourcentage occupé sur la commune)	285,85 ha (7,25% de la commune)
% Par rapport à la superficie totale du site	2,3% du site Natura 2000
Date arrêté création	23/06/2014
Structure porteuse, opérateur ou structure animatrice	Syndicat mixte de l'Argens



En l'état actuel et sous réserve du respect des mesures d'évitement et de réduction proposées, le projet de PLU du Val ne devrait pas entraîner d'incidences significatives susceptibles de remettre en cause l'état de conservation des habitats naturels et des espèces faunistiques et floristiques d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site Natura 2000 du Val d'Argens présent sur le territoire communal.

UN DISPOSITIF DE SUIVI

Enfin, le PLU présente plusieurs indicateurs de suivi, qui permettront le suivi de sa mise en œuvre, la détection d'incidences négatives éventuellement non attendues afin de les corriger, ainsi qu'un suivi de l'état du territoire en vue de sa prochaine révision.

LES DIFFERENTS TYPES D'INDICATEURS DE SUIVI

Un indicateur quantifie et agrège des données pouvant être mesurées et surveillées pour suivre l'évolution environnementale du territoire. Plusieurs méthodes de classification des indicateurs existent, notamment celles établies par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) qui fait référence. De son côté, le MEDAD propose aussi de suivre des indicateurs d'état, de pression et de réponse :

- Les indicateurs d'état : En termes d'environnement, ils décrivent l'état de l'environnement du point de vue de la qualité du milieu ambiant, des émissions et des déchets produits. Exemple : taux de polluant dans les eaux superficielles, indicateurs de qualité du sol, etc. ;
- Les indicateurs de pression : Ils décrivent les pressions naturelles ou anthropiques qui s'exercent sur le milieu. Exemple : évolution démographique, captage d'eau, déforestation, etc. ;
- Les indicateurs de réponse : Ils décrivent les politiques mises en œuvre pour limiter les impacts négatifs. Exemple : développement de transports en commun, réhabilitation du réseau d'eaux usées, etc.

Les indicateurs dans le tableau présenté en pages suivantes appartiennent à ces 3 catégories élémentaires d'indicateurs.

PROPOSITION D'INDICATEURS

Le tableau ci-après liste pour les différentes thématiques environnementales étudiées, une première série d'indicateurs identifiés comme étant intéressants pour le suivi de l'état de l'environnement du territoire communal. Ils permettent de mettre en évidence des évolutions en termes d'amélioration ou de dégradation de l'environnement de la commune, sous l'effet notamment de l'aménagement urbain.

Il est proposé que ces indicateurs soient mis à jour selon une périodicité annuelle. Avant la mise en place effective d'un tel tableau de bord, il sera important de valider le choix des indicateurs finalement les plus pertinents à suivre, en fonction de leur utilité et de leur disponibilité. Il est d'autre part important de nommer une personne spécifiquement chargée de cette tâche de façon à disposer effectivement de ces données de suivi pour la mise en évidence d'éventuels impacts environnementaux et utiles aux futurs travaux d'évaluation du PLU.

Tableau 3 : Les indicateurs environnementaux

Thématique	Indicateurs	Source	Fréquence de suivi	État à t=0
Paysages et patrimoine	Nombre d'éléments bâtis du paysage inscrits à l'article L151-19 du code de l'urbanisme	Commune	Annuelle	77 éléments de patrimoines bâtis dans le cadre du projet de PLU
	Part des projets intégrant des obligations de qualité paysagère et de traitement des franges urbaines	Commune	Annuelle	
Biodiversité et milieux naturels	Superficie d'éléments (EBC, L 151 -23) protégés dans le PLU	INPN	5 ans	1214 ha en 2023
	Nombre et surface de projets d'aménagement dans des espaces naturels	Commune	Annuelle	
Eau	Volume d'eau potable consommée annuellement sur la commune	Commune, Pays de la Provence Verte, Déléguataire, BNPE	Annuelle	En 2021, 330 968 m ³
	État quantitatif et qualitatif des masses d'eau	Agence de l'eau	Lors de la révision du SDAGE	Cf État initial de l'environnement du PLU
	Rendement du réseau d'alimentation en eau potable	Commune, Pays de la Provence Verte, Déléguataire	Annuelle	79,5 % en 2020
	Taux de conformité pour la qualité de l'eau distribuée	Commune, Pays de la Provence Verte, Déléguataire	Annuelle	100% en 2020
Climat air, énergie	Quantité de gaz à effet de serre émise en un an sur la commune	Atmo PACA, AIR PACA ORECA	Tous les 5 ans	En 2019, 8550 tonnes équivalent CO ₂
	Part relative de projets intégrant des obligations de qualité énergétique des bâtiments	Commune	Annuelle	
	Production d'énergie renouvelable sur le territoire communal	Commune	Annuelle	Production en 2020 : 12130 MWh d'électricité et 8194 MWh

				d'énergie thermique
	Puissance potentielle théorique de production par énergie renouvelable sur la commune	Commune	Annuelle	
	Nombre de jours présentant une mauvaise qualité de l'air	Atmo PACA (CIGALE)	5 ans	
Espace	Évolution de l'occupation du sol	IGN / CRIGE PACA	3 ans	<p>Entre 2012 et 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - environ 100 ha de territoires agricoles artificialisés - 2 ha de territoires artificialisés reconvertis en forêt
Nuisances	Nombre de logements exposés aux nuisances sonores	Commune	Annuelle	
Risques	Nombre de logements exposés à un risque	Commune, DDT, DREAL	Annuelle	
	Nombre de logements exposés à l'aléa incendie	Commune, DDT, DREAL	Annuelle	